

Lundi 12 Décembre 2025

Budget, un feuilleton dont on connaît déjà la fin : le jackpot pour les patrons !

Nouvel épisode d'un feuilleton parlementaire interminable : le vote du budget de la sécurité sociale ! Une fois les « recettes » validées, les députés doivent voter les « dépenses » mardi matin. Passera, passera pas... suspense ! Mais spoiler : on sait déjà qu'à la fin, ce sont les travailleurs qui vont trinquer, et les patrons remporter le jackpot !

Un budget antisocial

D'après Lecornu, le budget de la sécu n'est « *pas parfait* » mais c'est « *le meilleur budget possible* ». Pour les capitalistes, dont les innombrables exonérations de cotisations sont préservées, c'est sûr ! Les sénateurs en ont même rajouté un peu, exonérant les entreprises de plus de 250 salariés de cotisations sur les heures supplémentaires. Les patrons peuvent ainsi nous faire bosser plus en contribuant moins : c'est ça de plus pour les profits !

De l'autre côté, les personnes atteintes d'une affection de longue durée (AVC invalidant, sclérose en plaque...) pourraient perdre une partie de l'exonération d'impôts sur leurs indemnités journalières, dont les montants sont généralement très faibles. Quant au budget des hôpitaux, il n'augmenterait que de 3 % alors que l'évolution de la démographie nécessiterait au moins 5 %. Alors que la pénurie de moyens et de personnel met en danger les soignants et les patients, c'est donc une nouvelle cure d'austérité qu'ils préparent.

Gare aux arnaques

Le Parti socialiste, fidèle soutien de la bourgeoisie, a troqué son vote contre la prétendue « suspension » de la réforme des retraites de 2023, en réalité un simple ralentissement du passage de l'âge légal de départ de 62 à 64 ans : le nombre de trimestres pour obtenir une retraite pleine continuera d'augmenter, juste moins vite que prévu.

En plus, ce sont les travailleurs qui, au bout du compte, devraient payer, car cette « suspension » serait compensée par une taxe d'un milliard sur les complémentaires santé... qui ne pourront pas augmenter leurs tarifs en 2026, mais ne se priveront pas de le faire en 2027 !

Ironie de l'histoire : ce vote du PS pourrait ne pas suffire pour passer le budget. L'ancien Premier ministre Édouard Philippe a annoncé qu'il ne voterait pas un budget qui contiendrait cette mesure ! Et Retailleau incite les députés LR à voter contre...

Du fric pour les services publics, pas pour les marchands de mort !

Toute cette tambouille politique cache l'essentiel : un véritable budget de guerre contre les classes populaires : 4,7 milliards en moins pour les collectivités territoriales, 17 milliards d'économie sur les services publics avec notamment 4000 postes d'enseignants en moins, mais des budgets militaires en hausse de 6,5 milliards ! Leurs guerres et nos morts pour leurs profits : c'est la logique militariste qu'ils voudraient nous faire accepter. Si on n'y met pas un coup d'arrêt, ce sont des dizaines de milliards de plus qui serviront à acheter des Rafale, des chars et des canons, pour le plus grand profit de Dassault et des capitalistes de l'armement.

Ne comptons que sur nous-mêmes

En plus de ce budget, Lecornu annonce déjà que des « réformes » seront nécessaires pour faire de nouvelles économies en cours d'année. Et ce coup-ci ce sera par décret !

Alors pour stopper ces attaques, qui s'ajoutent aux 380 plans de licenciements dénombrés par la CGT, il faudra bien plus que les journées d'action saute-mouton sans lendemain que nous proposent les directions syndicales ! Il n'y aura pas d'autre solution que de ne compter que sur nos propres forces, tous et toutes ensemble, pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive capitaliste généralisée !

Un bras d'honneur aux patrons

Au Montage, mardi 25 novembre, 70 grévistes ont défilé pour exiger des garanties sur leurs emplois et sur le reste. Ils l'ont fait la veille des annonces de la direction pour bien faire passer le message : on connaît déjà ses promesses bidon, on n'aura un avenir qu'en se battant contre elle.

Pas de quoi être rassurer

La direction annonce 200 emplois gardés à l'avenir en cas d'arrêt de la production de voitures. Mais on est plus de 2 000 sur le site. Elle répond qu'elle va trouver de nouveaux emplois au fur et à mesure. À coup de baguette magique ? Ça sent l'arnaque à plein nez.

Catastrophe sociale pour tous, donc combat pour tous

Elle ne dit pas un mot pour les centaines de salariés sous-traitants externes au site (Lear, MC Synchro, OP Mobility, Forvia...).

Sans production automobile, nous allons être des milliers de salariés en difficulté, unissons-nous contre la direction, nous serons plus fort.

Trop de cinéma pour être sincère

À peine le CSE extraordinaire sur l'avenir de l'usine finie, la direction faisait des briefings à 12h55 puis le lendemain à 5h15 pour faire sa propagande : l'usine durerait 20 à 30 ans, il n'y aura ni plan de licenciement ni vague ni de départs massifs « au volontariat ».

Des représentants de la direction ont applaudi au briefing... mais ce sont fait copieusement siffler par les salariés. L'opération communication est en fait un bide.

Cachez cet Emboutissage massif d'effectifs

La direction ne prévoit de garder que 150 emplois à l'Emboutissage, dont 120 déjà existants. Elle appelle son projet « Emboutissage 2050 ». Pas de meilleur nom pour un emboutissage de 2050 emplois !

Elle veut aussi créer 50 postes pour une casse automobile et un atelier de pièces de rechange. Toutes les activités qu'elle gardera pourront être concentrées à l'Emboutissage et va investir pour refaire la façade du bâtiment. Juste pour que la vue ne soit pas trop moche depuis un hôtel 5 étoiles du PSG-Land.

Encore une provocation

Samedi prochain est travaillé, mais on chômera 2 jours en janvier, après 3 semaines en octobre. Et dans quelques mois on passera à une équipe.

À quoi ça sert de produire plus pour ensuite produire moins ? À rien.

La semaine de 6 jours, elle aussi elle est contre

En Peinture, ce lundi, il y a plusieurs heures de panne à la Cataphorèse. Tant mieux, on a pu souffler, mais on préfère le week-end de 3 jours chez nous.

Ça doit durer 20 ou 30 ans encore ?

Après la fuite du château d'eau du jeudi 27 novembre, mardi dernier à la Peinture, ça a été les flammes dans une armoire électrique. Et ce lundi, donc, toujours à la Peinture : un feu d'artifice de métal en fusion dans une installation !

Peut-être qu'en faisant un mélange de pannes, l'usine va survivre ou carrément renaître de ses cendres ?

Une direction qui ne s'alarme pas

Les flammes à la Peinture n'ont pas déclenché l'alarme incendie à l'intérieur du bâtiment. Les salariés ont été évacués de manière lente et improvisée alors qu'un nuage toxique se déplaçait déjà.

Pourquoi il n'y a pas eu d'alarme ? Du côté direction, la réponse c'est le silence.

Trop de voyous politiques et patronaux à Poissy

Karl Olive, le député macroniste et candidat à la mairie de Poissy voudrait, sur les terrains de l'usine à côté du PSG Land, un « commissariat du futur » pour faire baisser la délinquance.

Lui qui a été condamné à 8 mois de prison avec sursis pour prise illégale d'intérêt, c'est vrai qu'on a affaire là à un véritable spécialiste de la délinquance.

Politiciens et patrons ont plein de projet pour les terrains, et font comme si les 2 000 salariés du site actuel n'existaient pas. Mais on est encore bien là tous les jours et on n'a pas l'intention de se faire éjecter, surtout avec 3 fois rien.

Quand c'est incohérent et flou, c'est qu'il y a un loup

Début novembre, le Directeur Général de Stellantis Antonio Filosa a annoncé que Stellantis Poissy ne recevrait pas de nouveau modèle après l'Opel Mokka et la DS3 Crossback, il a dit aussi que Stellantis Mulhouse ferait de l'économie circulaire.

Fin novembre, changement de version : la direction de Stellantis a expliqué qu'une décision vers juin serait prise ou non pour un nouveau véhicule pour Poissy, et le projet pour Mulhouse n'est plus évoqué.

Toutes ces contradictions montrent que la direction cherche à gagner du temps pour mieux tenter d'enfumer les salariés de Poissy et qu'elle n'a aucun nouveau projet concret pour Mulhouse.

Qui est surpris ?

La DGCRFF (Direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes) menace Stellantis d'une amende 500 000 € par jour si le constructeur ne cesse pas ses « pratiques illicites » et ne se met pas en conformité avec les règles dans ses relations avec ses fournisseurs. L'amende totale pouvant aller jusqu'à 120 millions d'euros.

Nan ? Stellantis ne respecterait pas la loi ?